



## Etat d'avancement des projets financés par le Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

Rapport consolidé avril – juin 2009

### 1. INTRODUCTION

Au cours du deuxième trimestre de 2009, treize projets en cours de mise en œuvre ont accéléré la mise en œuvre de leurs activités. Quant au dix-huitième, et dernier projet, celui d'*Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke*, approuvé vers la fin du trimestre, écoulé, était en train de réunir les conditions de sa mise en œuvre notamment par le recrutement de l'unité de gestion.

En vue d'améliorer la communication sur l'ensemble des réalisations des projets et sensibiliser les partenaires sur la pérennisation de leurs acquis, une semaine de *Journées Portes Ouvertes* sur les projets PBF a été organisée du 20 au 26 avril 2009. La réflexion sur la pérennisation des acquis des projets entamée par la partie gouvernementale au mois de mars 2009 s'est poursuivie avec les partenaires internationaux. Les consultations pour l'évaluation des projets ont été faites en vue d'avoir le consensus sur les objectifs, les résultats et l'approche de cet exercice. L'évaluation proprement dite sera menée au cours du troisième trimestre avec deux principaux résultats attendus : (i) les performances et les contraintes sont connues et partagées avec les partenaires nationaux et internationaux, (ii) les stratégies de pérennisation des acquis des projets sont mieux définies sur la base les informations et recommandations de l'évaluation.

Dans le domaine de la *gouvernance*, les mécanismes institutionnels mis en place pour la lutte contre la corruption sont opérationnels grâce à l'appui catalytique du Projet "*Anti Corruption*". Ils s'affirment de plus en plus sur le terrain comme l'atteste les cas des fraudes ou intentions des fraudes dénoncés et poursuivis dans les provinces de Kayanza et Muyinga. Le cadre légal de lutte contre la corruption commence à être connu des institutions ou personnels de l'Etat se trouvant en première ligne pour son application : magistrats, policiers, douaniers, service national de renseignement, etc. Ses lacunes sont dégagées, pour l'amélioration et le perfectionnement de son contenu.

Lors des dernières sessions organisées par le projet *Cadres de dialogue*, il s'est manifesté un large consensus sur la nécessité de s'engager à recourir au dialogue pour faire face aux défis actuels du pays. A titre d'exemple, des propositions concrètes vis-à-vis du processus électoral ont été formulées donnant ainsi au processus de dialogue une finalité qui répond aux préoccupations des différents acteurs sociopolitiques. Cette période a également été consacrée au renforcement du dialogue sur l'esprit d'entreprise qui favorise la paix au sein de la communauté avec les micro-entrepreneurs, le secteur public et le secteur privé dans 4 régions (englobant toutes les provinces du pays). L'étude de cas et l'étude de marché réalisés par le projet "*Petites et micro entreprises*" serviront de point de départ au Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, pour faire un plaidoyer afin de relancer le débat sur le développement des micro-entreprises au Burundi et sur le développement des nouveaux programmes. Les comités provinciaux mis en place permettront ainsi de renforcer la coordination et l'orientation des micro-entreprises vers les services et contacts pour des opportunités de développement de leurs affaires. L'impression et la distribution du Recueil des textes relatifs à la décentralisation en 7.500 exemplaires dans tous les services concernés ont été bien

appréciées par les différents usagers. Cela a suscité les usagers potentiels, le Ministère de l'Intérieur, ainsi que le Ministère de la Décentralisation et du Développement communal à solliciter du projet la traduction et l'impression du Recueil des textes relatifs à la décentralisation en langue nationale.

La mise en place et le renforcement des capacités des réseaux des organisations féminines au niveau communautaire ont abouti à la définition d'un cahier de charge de ces structures axée essentiellement sur les mécanismes de pérennisation des acquis du projet "*Femme*" en collaboration avec le ministère de tutelle (Ministère des Droits de la personne Humaine et du Genre) : la gestion des conflits, le rapprochement communautaire et la lutte contre les violences basées sur le genre.

A travers les interventions du projet "*Jeunes*", les jeunes commencent à se familiariser avec le système de micro crédits remboursables et de travailler en associations. De plus, la communauté locale et l'administration apprécient le rôle de la jeunesse dans le relèvement communautaire notamment la réhabilitation des infrastructures.

Dans le domaine de la *sécurité*, le partenariat entre le projet "*Désarmement*" et les autres intervenants en matière de désarmement ont initié un programme de remise volontaire des armes contre des outils de reconversion pour la réinsertion communautaire qui sera mis en place avec les fonds PBF et renforcé par les autres bailleurs ensuite. L'appui au *Service National de Renseignement* a permis une large communication autour d'une nouvelle vision qui prône la compatibilité entre les impératifs de la sécurité nationale avec ceux de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme. La mise à disposition des équipements ainsi que des uniformes et attributs à la *Police Nationale du Burundi* devrait permettre d'améliorer qualitativement les prestations et la visibilité de ce corps.

Dans le domaine de la *Justice et des Droits de l'Homme*, avec les interventions du projet *Justice de transition*, les acteurs clés et la population en général sont mieux informés sur la justice de transition et les mécanismes de justice de transition au Burundi. L'organisation des consultations au cours des trois prochains mois pourront se faire dans de bonnes conditions dans les provinces comme auprès de la diaspora.

Au moment de la rédaction du présent rapport, certains projets ont réalisé des activités dont l'impact réel sera quantifié et reporté dans la période de juillet à septembre 2009.

Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme a déjà conclu un accord de partenariat avec le Ministère de la Jeunesse des Sports et de la Culture pour l'identification et la construction d'un espace d'exposition vente permanente pour les entrepreneurs et les artisans locaux. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la pérennisation des acquis du projet "*Petites et Moyennes entreprises*" et s'achèvera après sa clôture (31 juillet 2009).

A travers le projet "*Police*", le BINUB a remis des uniformes et attributs à la Police Nationale. La distribution de ces équipements à tout le corps s'achèvera au cours du prochain trimestre.

Dans le cadre du désarmement des populations civiles, le Conseil des Ministres a adopté le projet de loi sur les Armes Légères et de Petits Calibres dans sa séance du 7 mai 2009. Ce projet de loi a été transmis au Parlement pour approbation le 7 juillet 2009.

En vue de sensibiliser et d'informer le public sur les mécanismes de prévention et de lutte contre la corruption, 34 ateliers communaux seront organisés à travers tout le pays par le projet "*Anti corruption*".

Le 18ème projet PBF d'"*Appui à la réintégration socioéconomique des affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke*" qui va appuyer les structures locales de développement communautaire a déjà réuni les conditions de mise en œuvre pour le démarrage effectif.

- **Contraintes**

- Au niveau du Gouvernement, l'insuffisance ou l'inadéquation des moyens prévus pour appuyer les projets a influé sur les résultats de certains projets (« Anti Corruption », « Petites et micro entreprises ») ;
- Le retard accusé dans la réexamen de loi portant la création de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme par le Conseil des Ministres paralyse les activités du projet ;
- Les activités du projet "Cadres de dialogue" se déroulent sans être interférées par les soubresauts politiques et des questions du jour. La programmation des activités a dû être revue à chaque trimestre afin d'affiner la

démarche dans l'optique d'optimiser les résultats (à titre d'exemple la nécessité d'intégrer le thème des élections dans les sessions de dialogue avec les partis politiques).

- **Recommandations**

- Réfléchir et commencer la mobilisation des ressources pour les activités de pérennisation ;
- Soumettre au Comité de Pilotage une stratégie de clôture des projets et de consolidation des acquis pour chaque projet avant le 30/07/2009 ;
- Précéder à l'évaluation des projets sur la base de nouveaux termes de référence et procéder à la clôture effective des projets dont les activités s'achèvent au cours du prochain trimestre (« Anti corruption », « Cadres de dialogue », « Jeunes », « Petites et micro entreprises », « Police », et « Justice de transition »).

- **Prochaines étapes**

- Dernière phase des activités et clôture des projets « Anti-corruption », « Cadres de dialogue », « Jeunes », « Petites et micro-entreprises », « Police », « Justice de transition » ;
- Organiser le transfert des documents et des équipements ;
- Mise en œuvre de la stratégie de consolidation des acquis ;
- Poursuite des activités des projets « Décentralisation », « Justice de transition » et démarrage effectif du projet « d'Appui à la réintégration ».

## 2. TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS

Le tableau ci-après résume les principales réalisations des projets pour la période allant d'avril à juin 2009. Il est suivi de fiches de projets qui reviennent sur les principales réalisations des projets tout en rappelant les objectifs et les résultats attendus.

### Acronymes

1.	ALPC	= Armes Légères et de Petit Calibre
2.	BLTP	= Burundi Leadership Training Program
3.	CDTC	= Commission de Désarmement Civil
4.	CISNU	= Centre Intégré de Services des Nations Unies
5.	CNIDH	= Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
6.	CPT	= Comité de Pilotage Tripartite
7.	CTP	= Conseiller Technique Principal
8.	IMF	= Institutions de Micro Finances
9.	FDN	= Force de Défense Nationale
10.	HIMO	= Haute Intensité de Main d'œuvre
11.	MDNAC	= Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
12.	MOU	= Mémoire d'Entente
13.	MSNRRNDPHG	= Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement, de la Reconstruction Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre
14.	OLUCOME	= Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
15.	OSC	= Organisations de la Société Civile
16.	PBF	= Peacebuilding Fund / Fonds de Consolidation de la Paix
17.	SNR	= Service National de Renseignement
18.	VBG	= Violences Basées sur le Genre

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
<b>Secteur Paix et Gouvernance</b>		
<p><b>1. PBF/BDI/A-1 : Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays.</b></p>	<p><b><u>Principales réalisations :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La formation en anglais du personnel de la Cour et de la Brigade spéciale anti-corruption. Cette formation a démarré début juin 2009 et va se poursuivre pendant tous les troisième et quatrième trimestres.</li> <li>• -Organisation le 07 avril 2009 à <b>Bururi (pour les provinces de Bururi, Makamba et Rutana) à Ngozi le 24 avril 2009 pour celles de Kayanza, Muyinga, Kirundo et Ngozi et à Cibitoke le 08 mai 2009 pour Bujumbura Mairie, les provinces de Bujumbura rural, Bubanza et Cibitoke, des deuxième, troisième et quatrième ateliers régionaux</b> d'information et de sensibilisation au cadre légal de lutte contre la corruption, en collaboration avec la Cour et la Brigade spéciale anti corruption, à l'intention des responsables des services de la police (officiers de la PNB : PSI, PJ, PP, PAF ; SNR, etc.), des douanes et de la magistrature (magistrats et procureurs).</li> <li>• Poursuite des réflexions sur la pérennisation des acquis du projet.</li> <li>• Poursuite de la consolidation du front anti-corruption et malversations diverses et promotrices de la bonne gouvernance économique dans le pays, avec l'organisation des cinquième, sixième et septième mini-ateliers de concertation et d'échange entre les OSC impliquées dans le domaine : création du Forum pour la consolidation de la bonne gouvernance au Burundi (Forum TSIMBATAZINTWARIBEREYE).</li> </ul> <p><b><u>Taux d'exécution budgétaire : 65.82%</u></b></p> <p><b><u>Etapes pour les 3 prochains mois :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre l'organisation d'une formation en langue anglaise du personnel de la Cour et la Brigade spéciale anti corruption.</li> <li>• Doter la Brigade Spéciale Anti-corruption du mobilier de bureau (pour les 2 nouveaux commissariats déjà mis en place et celui en attente de l'être).</li> <li>• Organiser le deuxième et dernier atelier national de sensibilisation pour les élus, les représentants des institutions de contrôle des finances publiques, des médias, de la société civile, du secteur privé, etc.</li> <li>• Organiser trente quatre (34) ateliers (deux communes par province) d'information et de sensibilisation des administrateurs communaux et des populations à la base au travers de la représentation de leurs élus sur la prévention et la lutte contre la corruption.</li> <li>• Appui aux campagnes médiatiques de sensibilisation de la population à lutter contre la corruption.</li> <li>• Faciliter la mise en place et raffermir le front anti-corruption national, avec l'appui aux réunions régulières de concertation entre différentes parties prenantes</li> <li>• Formation en informatique des OSC anti corruption et promotrices de la bonne gouvernance économique.</li> </ul>	<p><b><u>Appréciation qualitative :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ateliers régionaux d'information et de sensibilisation aux nouveaux cadre légal et mécanismes institutionnels de lutte contre la corruption au Burundi ont permis d'actualiser les connaissances et de relever le niveau de compréhension des textes et des mécanismes anti corruption en vigueur dans le pays pour ces personnels-clé dans la lutte contre la corruption et les malversations, et aussi, de susciter le débat sur la loi portant prévention et répression des actes de corruption et infractions connexes, et sur la pertinence de cet appareillage dans le contexte socio politique burundais.</li> <li>• La poursuite de la consolidation du front anti-corruption et malversations diverses des OSC spécialisées et promotrices de la bonne gouvernance économique dans le pays, avec l'organisation des ateliers de concertation et d'échange entre elles a permis l'adoption des statuts du Forum qu'elles ont voulu elles-mêmes mettre en place ; ces statuts ont été analysés et adoptés et ledit « Forum pour la consolidation de la bonne gouvernance au Burundi » ou Forum TSIMBATAZINTWARIBEREYE est créé. Cet espace va permettre à ces OSC de travailler non seulement en synergie, mais aussi de mieux dégager leurs complémentarités et enfin, de disposer d'un cadre de concertation avec les deux structures gouvernementales anti corruption (Cour et Brigade anti corruption) nouvellement mises en place.</li> </ul> <p><b><u>Contraintes</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur une quarantaine d'ateliers d'information et de sensibilisation au cadre légal de lutte contre la corruption au Burundi, cinq seulement (le premier atelier national et 4 régionaux) ont été organisés jusqu'en juin 2009, parce qu'ils furent réalisés par l'unité de gestion elle-même, sans recourir aux agences d'exécution. Or, le processus de recrutement des agences d'exécution de ces ateliers a été entamé dès mars 2008. Les termes de référence pour ces activités ont été soumis en juin 2008. Le dépouillement des offres n'est intervenu qu'en septembre 2008, et le dossier de sélection pour un lot d'ateliers communaux et un autre pour les ateliers régionaux sur les cinq prévus a été finalisé en octobre, et approuvé au CAP au mois de novembre.</li> <li>• Le retard pris par le Gouvernement à établir concrètement les cinq commissariats régionaux restant a été préjudiciable au projet. La pérennisation des acquis du projet repose en partie sur l'effectivité de ces branches régionales de la Brigade spéciale anti corruption. Malheureusement, le gouvernement n'a pu mettre en place que deux commissariats au premier semestre 2009 et compte sur l'accompagnement du projet afin que ces structures soient opérationnelles le plus rapidement possible.</li> <li>• Les membres des OSC anti corruption sont convaincus d'avoir une base commune dans le cadre de leurs actions. Ils ont déjà adopté leurs statuts pour leur Forum/collectif, mais doivent bénéficier d'appuis consistants pour que leur</li> </ul>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<p>Contribution à la constitution des capacités institutionnelles du Forum des OSC nationales contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance, avec une formation en lobbying et plaidoyer sur le modèle des très efficaces « Public Action Committees » (PAC) des Etats-Unis d'Amérique.</p>	<p>organisation soit efficace sur le terrain.</p>
<p><b>2. PBF/BDI/A-2 : Appui à la mise en place des cadres de dialogue et de concertation entre les partenaires nationaux.</b></p>	<p><b>Principales réalisations :</b></p> <p>La deuxième phase du processus de dialogue s'est poursuivie avec la mise en œuvre des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 session de dialogue réunissant les représentants des associations des jeunes et des universitaires ;</li> <li>• 3 sessions de dialogue en faveur des parlementaires sur le processus électoral ;</li> <li>• 1 session de dialogue en faveur des syndicalistes ;</li> <li>• 1 session de restitution/session sur le processus électoral aux partis politiques.</li> </ul> <p>La phase finale du projet a commencé en juin avec l'organisation de 2 fora régionaux pour la région Centre-Est et la Région Sud. Cette dernière phase vise à permettre aux participants de faire une appréciation des fruits du dialogue notamment son impact dans le processus national de consolidation de la paix et de porter un regard critique sur les engagements qu'ils ont pris.</p> <p><b><u>Taux d'exécution budgétaire : 89.10%</u></b></p> <p><b><u>Priorités pour les 3 derniers mois :</u></b></p> <p>Les activités de la phase finale du projet comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 fora régionaux pour les régions Nord, Ouest et Bujumbura Mairie ;</li> <li>• 1 session de restitution pour le gouvernement</li> <li>• 1 session de dialogue sur l'institution de l'Ombudsman ;</li> <li>• Finalisation de l'évaluation globale ;</li> <li>• 1 forum national de clôture.</li> </ul> <p>Le Forum national de clôture viendra enfin conclura au mois de septembre le processus de dialogue national.</p> <p>En parallèle aux activités opérationnelles, l'unité de gestion se concentrera sur la clôture financière et administrative du projet.</p>	<p><b>Appréciation qualitative :</b></p> <p>De cette deuxième phase qui se clôture en mars 2009, s'est manifesté un large consensus sur la nécessité de s'engager à recourir au dialogue pour faire face aux défis actuels du pays. Des propositions concrètes ont été formulées donnant ainsi au processus de dialogue une finalité qui répond aux préoccupations des différents acteurs sociopolitiques.</p> <p>Les quatre sessions de dialogue avec les parlementaires sur le processus électoral organisées en mars, avril et juin, ont permis d'amorcer un dialogue ouvert sur cet enjeu majeur et ont jeté les bases pour les consultations / décisions futures au sein du parlement. Les partis parlementaires ont été unanimes pour considérer qu'il ne faut pas modifier les grands équilibres politiques et ethniques inscrit dans la Constitution. Ont également été dégagés les principaux enjeux sur lesquels les points de vue divergent : le type de bulletin de vote, la séquence des élections, le mode d'élection de l'administrateur communal, certaines questions liées à la CENI.</p> <p>Les mêmes problématiques ont été évoquées lors de la restitution/session sur le processus électoral avec 38 des 43 partis politiques agréés. Cette session a également permis au président du FNL, M. Agathon Rwasa de signer la proposition d'établissement d'un <i>forum permanent de dialogue entre les partis politiques agréés</i>, portant à 38 le nombre de partis politiques ayant signé le document. La légalisation du forum par le gouvernement est actuellement en cours.</p> <p>Le dialogue entre les jeunes représentants des associations des jeunes et des universitaires s'est poursuivi et a abouti à une déclaration finale sous forme d'engagement mettant l'accent sur la contribution de la jeunesse au processus électoral.</p> <p>Cette déclaration précise les modalités de mise en œuvre à travers notamment la mise en place d'un groupe de coordination.</p> <p>Le dialogue entre les syndicalistes leur a permis de prendre du recul et de porter un regard critique sur leur rôle, notamment dans le cadre des négociations tripartites avec le gouvernement et les employeurs.</p> <p>La dernière phase du projet a commencé début juin avec l'organisation des fora régionaux. Ces fora réunissent des participants des cadres de la société civile, des médias, du parlement, des partis politiques et du gouvernement. Ils ont ainsi la possibilité d'échanger sur leurs différents produits des cadres de dialogue et de porter un regard critique et d'enrichir les engagements des uns et des autres. Sur la base de ces échanges, ils proposent</p>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
		<p>leur vision partagée d'un Burundi gouverné par le dialogue. Le processus mis en commun entamé lors des fora régionaux s'est avéré plus difficile que prévu à cause de la grande quantité d'informations à assimiler par les participants. Il s'est également avéré nécessaire à travers des restitutions au gouvernement de bien préparer le Forum national de clôture qui donnera l'occasion à tous les acteurs sociopolitiques de sceller leur engagement pour un Burundi gouverné par le dialogue.</p> <p><b>Contraintes :</b></p> <p>Le retard dans la mise en œuvre des activités est dû à deux facteurs :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sur demande des partis parlementaires au Ministre de la bonne gouvernance les sessions de dialogue avec le parlement ont été repoussées et redéfinies afin qu'elles puissent permettre d'amorcer un dialogue sur le processus électoral. Après l'adaptation de la méthodologie et du nouveau programme, ces sessions ont pu se tenir de mars à juin 2009 (initialement janvier 2009).</li> <li>2. Des retards ont également été enregistrés pour la dernière session avec les partis politiques, la présence du FNL à cette session étant une condition posée par les partis, il a fallu attendre son agrément comme parti politique. Cette session a dû également prendre en compte la question du processus électoral.</li> </ol> <p>De fait, la phase finale correspondant aux fora régionaux n'a pu débuter qu'au mois de juin 2009.</p>
<p><b>3. BDI/A-3 : Réhabilitation du rôle de la femme dans le processus de réconciliation et de reconstruction communautaire</b></p>	<p><b>Principales réalisations :</b></p> <p><b>Assistance technique, financière et organisationnelle aux femmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les formations-actions sur 3 métiers innovateurs financés (Fabrication de savons, Fabrication de jus d'ananas, Transformation de la farine de soja) sont organisées à Cibitoke.</li> <li>• 730 personnes ont été formées et sensibilisées sur la fabrication et l'utilisation des foyers améliorés. Plus de 730 foyers améliorés ont été fabriqués et adoptés.</li> </ul> <p><b>Redynamisation des initiatives novatrices des femmes dans la réconciliation et la cohabitation pacifique des communautés.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 327 femmes ont renforcé leurs capacités dans la consolidation de la paix à travers les visites d'échange d'expériences entre les femmes dans les différentes provinces du pays (Bururi, Makamba, Karuzi, Gitega, Muramvya, Ruyigi).</li> <li>• 330 femmes combattantes FNL ont bénéficié du soutien moral et matériel des autres femmes membres du cadre de coordination des organisations féminines pour la consolidation de la paix. Elles ont été sensibilisées sur le contenu de la Résolution 1325 en matière de démobilisation et de réintégration.</li> </ul>	<p><b>Appréciations qualitatives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'introduction des métiers novateurs ont permis aux femmes de s'ouvrir vers les nouvelles opportunités pour diversification des sources de revenus extra-agricoles. Ils offrent un cadre de d'échange et de réconciliation entre les différentes composantes de la communauté. Par ailleurs l'allègement des travaux ménagers des femmes par introduction des foyers améliorés leur permet d'être plus disponibles pour participer aux activités communautaires et une réduction des dépenses occasionnées par l'achat du bois de chauffe ou de charbon.</li> <li>• Les visites d'échanges organisées au cours de ce trimestre ont renforcé le savoir et le savoir faire des femmes dans la consolidation de la paix. Dans le même cadre, la visite et le soutien moral et matériel aux femmes FNL par les autres femmes des diverses catégories socioprofessionnelles ont renforcé l'esprit de solidarité et a permis de rassurer les femmes FNL. Ces dernières se sont engagées à militer en faveur de la paix dans leur milieu et ont compris que le fait d'intégrer les corps de sécurité ou d'être démobilisée n'est pas une faveur mais un droit conformément à la Résolution 1325 des Nations Unies.</li> <li>• L'appui aux structures de prise en charge des victimes des VBG et les sensibilisations faites à l'endroit des leaders communautaires ont facilité la dénonciation des présumés auteurs des violences basées sur le genre et a amélioré la prise en charge médicale juridique, psychologique et communautaire des victimes de ce fléau.</li> <li>• Les réseaux des associations féminines contribuent à améliorer le leadership féminin et ont défini leur cahier de charge d'une part comme garants de la pérennisation des</li> </ul>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<p><b>Amélioration de la sécurité des femmes et filles vis-à-vis des violences basées sur le genre.</b></p> <p>L'appui aux structures de prise en charge des victimes des VBG a facilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'assistance intégrée de 278 victimes des VBG.</li> <li>• La sensibilisation de 218 personnes représentants les intervenants clé sur les stratégies efficaces pour l'éradication des VBG dans les communes de la Marie et de Bubanza à travers des ateliers.</li> <li>• La sensibilisation des 217 leaders communautaires sur la prise en charge communautaire des victimes des violences basées sur le genre.</li> </ul> <p><b>Pérennisation des acquis du projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 188 personnes membres des réseaux des associations féminines ont renforcé les capacités d'intervention et un cahier de charge pour chaque réseau défini.</li> <li>• 2 collectifs provinciaux regroupant les femmes membres des réseaux ont été mis en place avec des comités de gestion élus.</li> </ul> <p><b>Taux d'exécution budgétaire : 98.59%</b></p> <p><b>Prochaines étapes :</b></p> <p><b>Le projet clôture ses activités au 30.06.2009</b></p>	<p>acquis du projet et d'autre part comme acteurs incontournables dans la réconciliation et gestion des conflits au communautaire en collaboration avec les services déconcentrés du ministère en charge du genre et les autres acteurs sur terrain.</p> <p><b>Contraintes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le rassemblement des ex-combattants FNL (Adultes Associés) dans la zone du projet surtout à Rugazi a ralenti la mise en oeuvre de certains microprojet essentiellement le petit commerce de peur que les femmes ne soient volées par ces groupes.</li> <li>• Les enjeux politiques de cette période pré-électorale risquent de compromettre le remboursement des crédits du moment où certains politiciens veulent récupérer ces activités et incitent les bénéficiaires à ne pas rembourser les crédits contractés.</li> <li>• Pour atténuer ces risques, des sessions d'information et de sensibilisations ont été organisées dans toutes les communes couvertes par le projet par le Ministère ayant en charge le genre dans ses attributions en collaboration avec l'administration locale et UNIFEM. Des canaux d'information constitués par les réseaux communautaires à différents niveaux ont été constitués pour relayer les vrais messages.</li> </ul>
<p><b>4. PBF/BDI/A-6 : Promotion du rôle des petites et micro entreprises et des microprojets dans la consolidation de la paix</b></p>	<p><b>Principales réalisations :</b></p> <p><b>Activité 1 et 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 ateliers (2 jours par atelier) provinciaux ont été organisés durant le second trimestre et 285 personnes ont bénéficié d'une formation sur les pratiques d'entrepreneuriat qui favorisent la consolidation de la paix.</li> <li>• Un espace de dialogue et d'échange d'expériences entre les acteurs économiques locaux sur « les pratiques d'entrepreneuriats qui favorisent la consolidation de la paix ».</li> <li>• Synergie avec le projet « Jeunes » et le projet « Femmes » car, les bénéficiaires des deux projets ont été intégrés dans ces ateliers et sensibilisés aux pratiques d'entrepreneuriat qui favorisent la consolidation de la paix.</li> <li>• Une base de données réactualisée des micro-entreprises rurales.</li> <li>• L'administration a promis de plaider pour la mise en place d'une politique nationale claire d'appui aux petites et micro-entreprises.</li> <li>• Les institutions de micro finance (IMF) ont promis d'étudier les possibilités de diversifier les garanties afin de permettre à la majorité des participants à accéder au crédit.</li> <li>• Elles ont également promis d'organiser une campagne d'information et de sensibilisation à la micro finance.</li> <li>• 4 commissions provinciales permanentes (une par région) ont été élues par les participants. Elles sont chargées de faire le suivi de ce cadre d'expression et de</li> </ul>	<p><b>Appréciation qualitative :</b></p> <p><b>Activité 1 et 2</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'étude de cas et l'étude de marché réalisées par le projet "Petites et micro entreprises" serviront d'un point de départ au Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, pour faire le plaidoyer afin de relancer le débat sur la structuration du secteur informel et le développement d'une chaîne de valeur au Burundi.</li> <li>• Au moins 280 personnes touchées par le conflit sont sensibilisées aux pratiques d'entrepreneuriat qui leur permettent de faire plus de profit tout en participant à la consolidation de la paix.</li> <li>• Renforcement du dialogue sur l'esprit d'entreprise qui favorise la paix au sein de la communauté avec les micro-entrepreneurs, le secteur public et le secteur privé dans 4 régions (englobant toutes les provinces du pays).</li> <li>• Les comités provinciaux mis en place lors des ateliers provinciaux permettront ainsi de renforcer la coordination et l'orientation des micro-entreprises vers les services et contacts pour des opportunités de développement de leurs affaires.</li> </ul>



Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<p>faire le plaidoyer pour les petits producteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le secteur administratif a promis de plaider pour la vulgarisation et la traduction en Kirundi de tous les textes et lois réglementant le secteur privé.</li> </ul> <p><b>Activité3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Identification par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de l'espace de vente de produits locaux au « musée Vivant » de Bujumbura.</li> <li>Création d'un partenariat entre le Ministère de tutelle et le Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture pour la mise en place de cet espace.</li> <li>Synergie entre le projet « Jeunes » et le projet « petites et micro-entreprises » dans la réhabilitation de cet espace.</li> <li>Etude de faisabilité de la réhabilitation de l'espace.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 72.00 %</b></li> </ul> <p><b><u>Priorités pour les 3 prochains mois</u></b></p> <p><b>Activité 1 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Traduction et impression de l'étude de cas et l'étude de marché.</b></li> <li>Vulgariser les documents de conceptualisation, préparés dans le cadre du projet y compris l'étude de marché et l'étude de cas.</li> </ul> <p><b>Activité 2 :</b></p> <p>L'activité est finie</p> <p><b>Activité 3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabilitation de l'espace autour du Musée Vivant et construction de 20 kiosques pour les artisans locaux.</li> <li>Mise en place d'une stratégie de pérennisation de l'espace permanent de produits artisanaux et d'organisation de foires locales et sous-régionales culturelles et commerciales.</li> <li>Le projet continue à collaborer avec le projet « jeunes » dans le cadre de la mise en place d'un espace de vente permanent car les jeunes réhabilitent la façade du parc du Musée vivant où des pourparlers pour une nouvelle synergie entre les deux projets est en cours entre le Ministère de tutelle et le Ministère du Commerce, de l'industrie et du tourisme.</li> </ul>	<p><b>Activité3 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'identification de l'espace prévu par cette activité a permis la création d'un partenariat entre deux Ministères (Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme et le Ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture ) et une synergie entre le projet et le projet « Jeunes » car les jeunes sont actuellement en train de réhabiliter la clôture de cet espace.</li> <li>La préparation d'une convention commune pour la gestion de cet espace par une unité nationale a permis de lancer les bases de la stratégie d'appropriation et de pérennisation des acquis prévus par les deux projets.</li> <li>L'engagement du gouvernement envers les micro-entreprises pour la recherche d'un marché local.</li> </ul> <p>La stratégie de pérennisation des résultats du projet, en cours de préparation permettra de rendre durable l'esprit d'entreprise et l'espace de dialogue et de ventes</p>
<p><b>5. PBF/BDI/A-7 : Amélioration de la qualité des services publics locaux.</b></p>	<p><b><u>Principales réalisations :</u></b></p>	<p><b><u>Appréciation qualitative</u></b></p>



Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
<p>Clarification des rôles et responsabilités des gestionnaires des entités décentralisées.</p> <p>Renforcement des capacités des services d'état civil.</p> <p>Construction et réhabilitation des bureaux communaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures ont été engagées en vue du recrutement des agences d'exécution en vue d'animer 129 ateliers communaux et 17 ateliers provinciaux.</li> <li>• Les procédures ont été engagées en vue du recrutement d'une agence de communication en vue de mieux disséminer les concepts, les avantages et les meilleures pratiques dans la décentralisation.</li> <li>• Plusieurs réunions de travail ont eu lieu avec l'association des élus locaux (ABELO), en vue d'analyser ensemble les modalités pratiques pour la rendre plus opérationnelle.</li> <li>• Les équipements prévus ont été transférés et remis officiellement par le PNUD à l'association.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un appui aux associations des archivistes a permis de faire un diagnostic rapide sur l'état des lieux du secteur, ainsi que les voies de sorties envisageables pour les archives en général, et les archives des services communaux d'état civil en particulier.</li> <li>• Les procédures ont été engagées en vue du recrutement de six consultants qui vont pouvoir appuyer les communes dans l'amélioration des prestations des services d'état civil offerts aux citoyens.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au niveau des constructions et réhabilitations des bureaux communaux, des missions de terrain ont été organisées conjointement avec les services du Gouvernement et les Entreprises. Les différents partenaires ont été régulièrement associés dans la réalisation de ces travaux, c'est-à-dire la population, l'administration locale. C'est aussi une bonne occasion d'expliquer qu'il s'agit d'encourager un cadre de concertation et créer un réflexe de trouver des solutions locales en privilégiant le compromis et la tolérance.</li> <li>• Les besoins spécifiques des bénéficiaires dont les administrateurs communaux ont été pris en compte, dans la réalisation des ouvrages.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La relance de l'appel d'offres a une certaine incidence sur les délais prévisionnels de mise en œuvre du Projet. La mise en place d'un réseau des femmes élues locales est en cours, suite à 17 sessions provinciales de formation en leadership et développement personnel. Ces sessions seront clôturées à la fin du mois de juin 2009.</li> <li>• A quelques mois des élections, ce réseau dote les femmes d'un outil d'intervention efficace au niveau local.</li> <li>• Les difficultés qu'on peut noter sont : la communication, le retard pris dans la mise en place du réseautage, la mobilisation des ressources</li> <li>• Les efforts à consentir pour l'archivage sont encore énormes. Le Projet envisage de faire une formation dans ce secteur au profit des communes.</li> <li>• Il reste la formation proprement dite, qui a été retardé un peu par le processus de recrutement des consultants.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Globalement, les travaux de réhabilitation pourront être réceptionnés en mi-juillet et août, tandis que les nouvelles constructions seront réceptionnées au mois de septembre 2009.</li> <li>• L'Evaluation de six offres est en cours.</li> <li>• Remise de 19 bureaux construits ou réhabilités aux communes.</li> <li>• Afin d'assurer un impact maximum du projet et l'obtention de résultats visibles et mesurables, des réflexions sont en cours pour capitaliser les meilleures leçons apprises dans la décentralisation et la gouvernance locales.</li> <li>• Organisation des séances d'échanges et d'informations avec nos partenaires œuvrant dans le domaine de la décentralisation tels que les projets de la Banque Mondiale (PRADECS et PRTPC), de L'Union Européenne (Programme Gutwara Neza).</li> </ul>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<p><b>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 57.53 %</b></p> <p><b>Priorités pour les 3 prochains mois :</b></p> <p><b>Rôles et Responsabilités :</b> il est prévu d'effectuer des descentes sur terrain en vue d'organiser les ateliers communaux pour la clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation.</p> <p><b>Etat civil :</b> organisation des formations des officiers et des agents d'état civil sur l'archivage des documents, et la gestion des données d'état civil</p> <p><b>Bureaux communaux :</b> Poursuite du suivi des chantiers, et réception des travaux.</p>	<p><b>Principale contrainte :</b></p> <p>La principale contrainte est que la mise en place des techniciens du Bureau de surveillance et de contrôle des travaux a connu un certain retard. Aussi, l'offre la moins chère des bureaux de surveillance dépasse largement, les prévisions budgétaires du Document de projet. Le CTS a du faire une révision budgétaire pour s'adapter à cette réalité.</p>
<p>6. PBF/BDI/A-8 : Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke</p>	<p><b>Principales réalisations :</b> Le projet est en cours de démarrage</p> <p><b>Taux d'exécution budgétaire :</b> 0.00%</p> <p><b>Priorités pour les 3 prochains mois :</b></p> <p>Recrutement du personnel, Présenter les activités aux autorités communales et provinciales, Réalisation d'une étude sur le marché du travail et les opportunités économiques</p>	
<b>Reforme du secteur de la sécurité</b>		
<p>7. PBF/BDI/B-1 : Lancement des activités de désarmement de la population et de lutte contre la prolifération des armes légères.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition des modalités techniques et des moyens nécessaires au programme de désarmement civil et dissémination du Plan d'action National (2009-2013) pour le contrôle et la gestion des ALPC</li> <li>• Démarrage effectif de la campagne de communication-sensibilisation sur le thème des ALPC a Bujumbura Mairie (Affichage grand format, organisations hebdomadaires de concert, tournoi de football intercommunaux, production de pièces de théâtres, organisations de courses de vélo, et radiodiffusion de deux spots chaque jour sur les six radios locales)</li> <li>• Dépôt et adoption de la nouvelle loi sur les ALPC en Conseil des Ministres</li> <li>• Restitution de l'étude d'analyse sur la Violence armée au Burundi de Small Arms Survey sous l'égide du Ministère de la Sécurité Publique et de la Commission Nationale (CDCPA) avec l'appui de la Suisse, de la Grande Bretagne et du PNUD</li> <li>• Elaboration et adoption du plan de travail/feuille de route CDCPA-PNUD-Projet PBF</li> </ul> <p><b>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 65.00 %</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Afin de pérenniser les acquis de ce projet, Un plan d'action national (PAN 2009-2013) pour le contrôle et la gestion des armes légères et de petits calibres a été élaboré par la CDCPA avec l'appui de RECSA et des Pays Bas. Les stratégies de désarmement volontaire et les modes compensatoires (<i>reconversion des outils de nuisance en outils de développement</i>) qui renforceront la capacité de réinsertion socio économique des populations dans leurs milieux d'origines, sont définis dans ce PAN.</li> <li>• La CDCPA et les autres partenaires au projet, ont eu des échanges fructueux afin d'améliorer le partenariat et apporter une meilleure compréhension de l'appui des Nations unies dans le cadre des projets PBF.</li> <li>• La CDCPA avec l'aide de l'Unité ALPC et certains bailleurs ont pu travailler sur un projet de Reconversion des armes en Outils de développement Communautaire. Ce Programme de reconversion des armes en Outils pour la réinsertion communautaire sera mis en place avec les fonds PBF d'abord et sera pris pour modèle que la CDCPA proposera aux bailleurs afin de pérenniser les acquis du projet.</li> </ul> <p><b>Principales Contraintes :</b></p>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<p><b><u>Priorités pour les 3 prochains mois</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plaidoyer pour la promulgation rapide de la loi sur les ALPC par le parlement</li> <li>• Assistance dans la rédaction des différents outils normatifs de mise en application de la nouvelle loi sur les ALPC une fois promulguée</li> <li>• Accélérer les activités de désarmement par la disponibilité et la remise des objets de reconversion pour la réinsertion communautaire en échange de la remise volontaire des armes</li> <li>• Démarrage du projet de sécurisation communautaire sur trois provinces pilotes : Bubanza, Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural</li> <li>• Organiser des séances de destruction d'armes retirées de la population pour rassurer les différents acteurs impliqués dans le processus électoral prochain de 2010</li> <li>• Poursuite du monitoring de la violence armée au Burundi</li> <li>• Clôture Opérationnelle du Projet et préparation du rapport final</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le manque des moyens financiers suffisants pour la CDCPA afin qu'elle puisse continuer la campagne d'octroi des outils de reconversion communautaire en échange des armes remis volontairement par la population civile.</li> </ul>
<p><b>8. PBF/BDI/B-2 : Casernement des Forces Nationales de Défense (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations.</b></p>	<p><b><u>Principales réalisations :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des travaux de réhabilitation dans les casernes de Ngozi, Mwaro et Gitega. Quatorze casernes sur les dix sept provinces ont déjà été réceptionnées.</li> <li>• Démarrage de la Construction de deux cuisines additionnelles à Bururi et Rumonge.</li> <li>• Casernement d'un effectif additionnel de 2 500 hommes et suppression de 25 positions militaires additionnelles (le casernement a atteint 85 % des effectifs dans les casernes réhabilitées)</li> </ul> <p><b><u>Priorités pour les 3 prochains mois</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des travaux de réhabilitation dans les casernes de Ngozi, Mwaro et Gitega. Supervision et encadrement des travaux dont la fin est prévue pour aout 2009 ;</li> <li>• Supervision et encadrement des travaux supplémentaires</li> <li>• Finalisation et diffusion du nouveau programme d'instruction.</li> <li>• Clôture Opérationnelle du Projet et préparation du rapport final</li> </ul> <p><b><u>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 81,700%</u></b></p> <p><b><u>Étapes pour les trois prochains mois</u></b></p>	

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La poursuite et clôture des chantiers de Mwaro, Gitega et Ngozi,</li> <li>• Exécution des travaux supplémentaires (l'eau assainissement.....</li> <li>• Exécution des avenants en cours de finalisation,</li> <li>• Clôture du projet</li> </ul>	
<p><b>9. PBF/BDI/B-3 : Appui pour un Service National de Renseignement respectueux de l'Etat de droit.</b></p>	<p><b>Principales réalisations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication des hautes autorités du Burundi. Participation du Premier Vice Président de la république du Burundi et de la Représentante Exécutive Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi à la journée « Portes Ouvertes » au SNR et à l'inauguration des locaux de formation des personnels du SNR.</li> <li>• Amélioration de l'image du SNR auprès des organisations de la Sociétés civile, les partis politique et de la population burundaise pour promouvoir les missions de cette institution pour le bien être de la Nation et des citoyens.</li> <li>• Début officiel des formations pour tout le personnel du SNR. Ces formations concernent toutes les catégories à savoir, les administrateurs, les officiers, les inspecteurs et les agents de renseignement.</li> <li>• Descentes sur terrain pour la restitution aux bénéficiaires des recommandations issues des séminaires de réflexion sur le rôle et les missions du SNR tenus à Bujumbura en Juin et Juillet 2008. L'objectif global de ces descentes sur le terrain qui étaient conduites par l'Administrateur-Général Adjoint du SNR, était d'amener la population de toutes les provinces du pays à sentir que le SNR est à son service, contrairement aux idées reçues, à tort ou à raison, que ce service est un persécuteur de la population. Changer la mauvaise image que le service avait dans le passé est devenu une priorité. Et pour arriver à cette fin, le SNR attendait de la population des contributions pouvant faire qu'il joue pleinement son rôle de prévention. Ceci a été fait car le service a recueilli des desideratas lui permettant d'être à proximité de la population. Les recommandations issues de ces descentes sur le terrain seront incorporées dans le Plan Stratégique de Développement du SNR en cours de rédaction.</li> </ul> <p><b>Taux d'exécution budgétaire cumulé : 63.62%</b></p> <p><b>Priorités pour les 3 prochains mois</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les sessions II et III de formation pour les administrateurs, les officiers de renseignement et les inspecteurs et les agents de renseignement.</li> <li>• Elaboration d'un projet action 2 d'appui a la pérennisation des acquis du précédent projet PBF, pour soumission aux bailleurs</li> <li>• Clôture Opérationnelle du Projet et préparation du rapport final</li> </ul>	<p><b>Appréciation qualitative :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'organisation de la journée « Portes Ouvertes » au SNR a permis aux représentant des différents représentants des missions diplomatiques accrédités à Bujumbura, aux Partis Politiques, aux organisations de la société civile, aux média et à la population burundaise de faire connaissance avec cette institution.</li> <li>• Les différents cours qui vont être dispensés permettront au personnel du SNR d'acquérir les connaissances approfondies en connaissances Juridiques, Ethique et Déontologie, Libertés Publiques et Droits de l'Homme, Renseignements Généraux, Management Opérationnel ; Droit Pénal Spécial, Procédures Pénales, Technique d'enquête et Responsabilité Administrative, afin de remplir leur mission avec professionnalisme et rigueur.</li> </ul> <p><b>Principales Contraintes :</b></p> <p>- Le retard pris dans la finalisation des travaux de réhabilitation des salles de formation du SNR n'ont permis de commencer la formation prévue au cours du premier trimestre, qu'au cours du deuxième trimestre 2009. Ce retard a été causé par le fait que la vétusté des locaux de formation avait été sous-estimée dans le devis initial. Il fallait plus de travaux de réhabilitation. Aussi, au courant de l'exécution du projet, il a été relevé que les délais de formation ne pouvaient pas être tenus avec UNE salle de formation compte tenu du nombre de stagiaires qui avait été revu à la hausse avec l'intégration des membres des FNL. Une deuxième salle de formation s'avérait donc nécessaire. Les procédures pour avoir l'autorisation de faire cette activité qui n'était pas dans le document de projet et les travaux supplémentaires ont été à la base du retard que le projet a connu dans la mise en œuvre de la troisième phase.</p>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
<p>10. <b>PBF/BDI/B-4 : Appui pour une police nationale du Burundi de proximité opérationnelle.</b></p>	<p><b><u>Principales réalisations :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le dernier lot des uniformes et attributs a été livré le 21/05/2009. Les émissions pilotes de la PNB ont démarré avec le mois de janvier 2009. Elles sont radiodiffusées sur les antennes de la RTNB. La Société <i>Electronic Sells and Repairs</i> assure la formation de 6 techniciens de maintenance et de 20 opérateurs d'exploitation radio depuis le 18/05/2009. Cette formation ira jusqu'au 17/07/2009. La Société <i>SOFT CENTER</i> est en train de développer le logiciel de la gestion du fichier du casier judiciaire et de la criminalité. Le processus est à sa phase finale. La deuxième tentative de recruter l'expert en évaluation du câblage a été infructueuse faute de candidature valable, de même que le recrutement de l'expert en épuration du fichier du casier judiciaire. Les deux appels d'offres ont été relancés.</li> <li>• Le troisième trimestre 09 sera donc consacré à la distribution des uniformes, à l'installation des stations relais et mise en place du réseaux transmission, à la formation des utilisateurs, à la mise à niveau électrique des locaux devant abriter les équipements au développement des bases de données et à la campagne de sensibilisation.</li> </ul> <p><b><u>Taux d'exécution budgétaire : 64.00%</u></b></p> <p><b><u>Priorités pour les 3 prochains mois</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à la campagne de distribution des uniformes et attributs des policiers par le soutien logistique ;</li> <li>- Commande et acquisition des compléments d'uniformes et attributs ;</li> <li>- Campagne de sensibilisation des policiers et de la population, confection et diffusion du livret sur la déontologie</li> <li>- Installation des stations relais VHF et des radios fixes HF ;</li> <li>- Sensibilisation de la population sur l'existence et l'utilisation du numéro d'appel téléphonique gratuit ;</li> <li>- Mise à niveau électrique des locaux devant abriter les équipements ;</li> <li>- Installation du réseau ;</li> <li>- Epuration du fichier du casier judiciaire ;</li> <li>- Mise à niveau électrique des locaux qui vont abriter les équipements ;</li> <li>- Développement des bases de données ;</li> <li>- Formation des administrateurs et des utilisateurs ;</li> <li>- Evaluation du câblage et installation du réseau ;</li> <li>- Acquisition et installation des logiciels ;</li> <li>- Création du site Web de la PNB ;</li> <li>- Contrôle de qualité</li> </ul>	<p><b><u>Appréciation qualitative :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La phase importante d'acquisition des équipements sur les trois volets du projet est terminée.</li> <li>• Nous sommes dans la deuxième phase importante qui correspond au déploiement des équipements et des bases de données, à la formation des utilisateurs et à la campagne de sensibilisation.</li> <li>• La distribution ou l'installation desdits équipements permettra de réaliser les préalables qui induiront l'atteinte des résultats du projet à savoir : le renforcement de la discipline, la restauration de l'image et de la crédibilité aux yeux de la population, la maîtrise de la couverture sécuritaire du pays et la modernisation de la gestion du personnel.</li> <li>• Ainsi la population se sentira sécurisée par une police capable de réagir rapidement face à tous dangers immédiats et dans le respect des droits humains, objectif final consigné dans le Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix.</li> <li>• L'impact du projet sera visible après la mise en place des réseaux informatiques et de transmission radio, la distribution des uniformes et attributs et la fin des campagnes de sensibilisation.</li> </ul> <p><b><u>Principales Contraintes :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La livraison des uniformes qui était attendue fin février 2009 a été terminée le 21/05/2009. Une extension allant jusqu'au 30/09/2009 a été accordée au projet dans l'expectative d'avoir terminé les activités à cette échéance.</li> <li>• La mise à niveau électrique des locaux devant abriter les équipements des réseaux informatique et des transmissions radio risque de ne pas intéresser les entreprises de construction vu la valeur négligeable du marché de chaque site pris isolément. En outre, il est difficile de regrouper tout le marché en un seul lot, étant donné la distance séparant les différents sites. Il a été décidé d'organiser les travaux en lots répartis par région de police.</li> <li>• Difficulté de recruter divers experts qui doivent réaliser les travaux complémentaires au projet. Il a été recommandé de faire recours aux compétences éventuelles disponibles au PNUD et dans les autres programmes.</li> </ul>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
<p><b>11. PBF/BDI/B-5 : Promotion de la discipline et amélioration des relations entre la Force de Défense Nationale (FDN) et la population à travers la moralisation du corps</b></p>	<p><b><u>Principales réalisations :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation des modules de formation à grande échelle de la FDN.</li> <li>- Conception, multiplication et remise officielle du nouveau Code de Conduite du militaire.</li> <li>- Ouverture d'une nouvelle session de formation de 30 formateurs pendant deux mois.</li> <li>- Poursuite des activités de rapprochement entre la FDN, l'Administration et la population par le sport de masse.</li> <li>- Organisation des activités de restauration de l'environnement, avec la plantation de 1642 plants forestiers (eucalyptus) dans les cinq régions militaires du pays.</li> </ul> <p><b><u>Taux d'exécution budgétaire : 59.00 %</u></b></p> <p><b><u>Etapes pour les 3 prochains mois :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de la formation en cours des formateurs;</li> <li>- Organisation des activités de rapprochement FDN, population et administration;</li> <li>- Organisation des séminaires sur la neutralité politique des corps de défense et de sécurité;</li> <li>- Clôture du projet.</li> </ul>	<p><b><u>Appréciation qualitative :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les activités déjà exécutées notamment, la mise à disposition des modules de formation, le Code de Conduite, la formation de masse dans les domaines variés comme le genre, la discipline, le leadership, le droit international humanitaire, le VIH/SIDA et l'hygiène, les opérations de maintien de la paix augurent une perspective positive de changement de comportement des membres de la FDN.</li> <li>- Les activités de rapprochement effectuées diminuent au fur et à mesure les clivages entre l'armée, l'administration et la population qui s'apprentent à mieux collaborer.</li> </ul> <p><b><u>Principales Contraintes :</u></b></p> <p>La formation à grande échelle n'a pas pu couvrir toute la FDN notamment les troupes en retour de mission de paix en Somalie et ceux du mouvement FNL qui viennent d'intégrer l'armée nationale.</p>
<b>Réformes du secteur de la Justice et Droit de l'homme</b>		
<p><b>12. PBF/BDI/C-1 : Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'homme</b></p>	<p><b><u>Principales réalisations :</u></b></p> <p>Pendant la période sous analyse le processus d'adoption du projet de loi portant création de la CNIDH n'a pas avancé. De ce fait, les activités prévues pour renforcer les capacités de la CNIDH ne sont pas encore réalisées.</p> <p><b><u>Taux d'exécution budgétaire : 74.34%</u></b></p> <p><b><u>Etapes pour les prochains 3 mois</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite du plaidoyer pour l'adoption de la loi par le Parlement conformément aux normes internationales de fonctionnement des Institutions Nationales des droits de l'Homme ;</li> <li>• Sensibilisation des corps d'origine sur le choix des futurs Commissaires ;</li> </ul>	<p><b><u>Appréciations qualitatives</u></b></p> <p><b>En vue de faire face au retard accusé dans la mise en place de la CNIDH, les pour plaider en faveur de l'adoption du projet de loi portant création de la CNIDH et encore une fois son engagement à mettre en place une Commission des Droits de programmer ledit projet de loi en conseil des Ministres pour ré-analyse au cours de ce</b></p> <p><b><u>Contraintes :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La grande contrainte du processus de mise en place de la CNIDH est le retard accusé dans la ré-analyse de loi portant sa création par le conseil des ministres et son adoption par le Parlement. Les activités prévues pour les trois prochains mois ne peuvent pas être ré-analysées du fait qu'elles sont conditionnées par l'adoption du projet de loi portant création de la CNIDH conformément aux Principes de Paris ;</li> <li>• L'autre contrainte majeure reste l'incompréhension de l'impératif d'indépendance de</li> </ul>

Domaine de priorité / Projet	Principales réalisations et étapes pour les 3 prochains mois	Appréciation qualitative et principales contraintes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation, équipement de la Commission et formation de ses membres ;</li> <li>• Appui à l'élaboration du plan d'action de la Commission ;</li> <li>• Appui à l'organisation des tournées d'information ;</li> </ul> Accompagnement de la Commission.	la Commission, tant dans sa composition que dans son fonctionnement ainsi que des hésitations au niveau du Gouvernement soit pour le réexamen du projet de loi ou sa transmission en l'état au Parlement ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• Risque de ramener en conseil des Ministres de la version du Projet de loi adopté en conseil des Ministres pour ré-adoption sans tenir compte des exigences des principes de Paris.</li> </ul>
13. <b>PBF/BDI/C-4 : Appui aux Consultations nationales sur la mise en place des Mécanismes de la Justice de Transition au Burundi</b>	<p><b>Principales réalisations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La campagne d'information et de sensibilisation des acteurs clés – gouverneurs de provinces, personnel des forces de défense nationale et de la police nationale du Burundi, représentants des confessions religieuses (catholique, musulman et protestant), des représentants de la société civile (associations de femmes, des droits humains, etc.) - aux consultations nationales et à la justice de transition ;</li> <li>• La campagne médiatique d'information et de sensibilisation de la population aux consultations nationales ;</li> <li>• La création du site web des consultations nationales, <a href="http://www.kazoza-burundi.org">www.kazoza-burundi.org</a> ;</li> <li>• L'élaboration de la méthodologie et des outils de conduite des consultations ;</li> <li>• La former des membres du Comité de pilotage tripartite (CPT), de l'unité de gestion et des 22 assistants de terrain en justice de transition et à l'utilisation des outils et de la méthodologie ;</li> <li>• La validation de la méthodologie et des outils de conduite des consultations nationales ;</li> <li>• L'organisation des pré consultations pour les communes de Kamenge et Musaga en Bujumbura Mairie pour tester la méthodologie et les outils des consultations ; et</li> <li>• La programmation et planification des consultations nationales sur la mise en place des mécanismes de justice de transition.</li> </ul> <p><b>Taux d'exécution budgétaire : 66.00%</b></p> <p><b>Priorités pour les 3 prochains mois :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des consultations dans au moins 9 provinces, à raison de trois provinces par mois ;</li> <li>• L'alimentation progressive du site web des consultations nationales ; et</li> </ul> L'adoption d'une méthode de consultations de la diaspora burundaise	<p><b>Appréciation qualitative :</b></p> <p>Les acteurs clés et la population, en général, est mieux informés sur la justice de transition et les mécanismes de justice de transition à un coût relativement modeste.</p> <p><b>Principales contraintes :</b></p> <p>Au regard de la complexité d'identifier des participants dans plus d'une trentaine de catégories démographiques notées dans le Document de projet, le processus d'élaboration de la méthodologie et des outils a duré un peu plus d'un mois que prévu initialement. Cette période additionnelle a permis de compléter et de finaliser les liste de personnes à consulter dans chaque province, à raison de cinq fois plus que chaque personne cible, afin de permettre au CTP d'exercer une certaine flexibilité dans la sélection, au tirage au sort, des personnes à consulter et prévoir des substitutions en cas de désistement de personnes à consulter ;</p> <p>b) Aussi, les pré-consultations ont démontré que l'identification et la désignation de personnes à consulter sur un territoire souvent difficilement accessible, surtout sur les collines, s'avère plus onéreuses et complexes que les parties prenantes pourraient anticiper. Par conséquent, le CTP a prolongé la période de planification afin de garantir un meilleur équilibre transversal et, partant, la fiabilité des consultations et de ses résultats. Pour pouvoir traiter les données des consultations, le projet a besoin de ressources pour recruter un informaticien chargé d'alimenter le site <i>web</i> et de gérer la base de données des consultations, à savoir la saisie et le dépouillement des données pour la préparation des rapports étape et final. Suite à l'approbation du Comité technique de suivi au cours de sa réunion du 20 mai et du Comité de pilotage conjoint suite à la présentation de l'état d'avancement du projet le 28 mai, le PNUD s'attèle à recruter un informaticien. Le projet attend la prise de fonction de l'informaticien pour le traitement des données recueillies lors des consultations ;</p> <p>c) Des difficultés à concrétiser la méthode préconisée par le Document de projet pour la participation de la diaspora, notamment assurer les équilibres en genre et ethnique à travers l'Internet. Toutefois, le CPT continue à pondérer les aspects techniques de la contribution de la diaspora aux consultations nationales.</p>



## FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

### 3. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE ET DATE PREVUE POUR LA CLOTURE

Domaine de priorité / Projet	Budget approuvé en US\$	Date de démarrage	Date prévue pour la clôture	Taux d'exécution budgétaire	
				31 mai 2009	30 juin 2009
<b>Paix et Gouvernance</b>					
1. PBF/BDI/A-1 : Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays	1,500,000.00	03.10.2007	30.09.2009	66.23%	65.82%
2. PBF/BDI/A-2 : Appui à la mise en place des cadres de dialogue et de concertation entre les partenaires nationaux.	3,148,000.00	01.09.2007	30.09.2009	92.48%	89.10%
3. PBF/BDI/A-3 : Réhabilitation du rôle de la femme dans le processus de réconciliation et de reconstruction communautaire	3,051,193.24	18.09.2007	30.06.2009	92.00%	98.59%
4. Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire.	4,200,005.21	01.09.2007	31.07.2009	91.29%	91.85%
5. PBF/BDI/A-6 : Promotion du rôle des petites et micro entreprises et des microprojets dans la consolidation de la paix	500,000.00	23.05.2008	31.07.2009	75.95%	72.00%
6. PBF/BDI/A-7 : Amélioration de la qualité des services publics locaux.	3,000,000.00	17.07.2008	31.12.2009	56.38%	57.53%
7. PBF/BDI/A-8 : Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	1,787,553	Projet approuvé le 25 mars 2009		0.00%	0.00%
<b>Réformes du secteur de sécurité</b>					
8. PBF/BDI/B-1 : Lancement des activités de désarmement de la population et de lutte contre la prolifération des armes légères.	500,000.00	01.07.2007	30.10.2009	62.00%	63.00%
9. PBF/BDI/B-2 : Casernement des Forces Nationales de Défense (FDN) pour atténuer l'impact de leur présence au sein des populations.	4,812,150.00	24.08.2007	31.10.2009	97,50%	81,70%
10. PBF/BDI/B-3 : Appui pour un Service National de Renseignement respectueux de l'état de droit.	500,000.00	23.10.2007	30.10.2009	58.50%	63.62%
11. PBF/BDI/B-4 : Appui pour une police nationale du Burundi de proximité opérationnelle.	6,900,000.00	24.10.2007	03.09.2009	63.00%	64.00%
12. PBF/BDI/B-5 : Promotion de la discipline et amélioration des relations entre la Force de Défense Nationale (FDN) et la population à travers la moralisation du corps.	400,000.00	01.03.2008	31.10.2009	57.70%	59.00%
<b>Justice et Droits de l'Homme</b>					
13. PBF/BDI/C-1 : Appui à la mise en place d'une Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme et au lancement de ses activités.	400,000.00	28.05.2008	31.10.2009	74.34%	74.34%
14. PBF/BDI/C-4 : Appui aux Consultations nationales sur la mise en place des Mécanismes de la Justice de Transition au Burundi	1,000,000.00	09.07.2007	08.07.2009	43.00%	66.00%

**N.B. :**

Le taux d'exécution budgétaire des projets « Anti corruption », « Cadres de dialogue » et « Petites et micro entreprises » a baissé par rapport au trimestre passé suite aux écritures de redressement faites au cours du trimestre